

PAGES 9 A 12 :

« Le Monde des livres »

- Le père Ubu chez les classiques :
- Entretien avec Emmanuel Berl :
- Débats autour de Nietzsche :
- H. Cixous ou l'écriture stroboscopique :
- Robert Escarpit écrit au diable...

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX^e

Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,80 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts.; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 12 pes.; Grande-Bretagne, 6 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 30 rls.; Italie, 150 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 2 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts.; Yougoslavie, 6 din.

Tarif des abonnements page 13

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEPARIS N° 85572

Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS

Tél. : PRO. (770) 91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Vers un traité entre Bonn et Berlin-Est

Bonn ayant donné mercredi son feu vert, les secrétaires d'Etat des deux Allemagnes, MM. Egon Bahr et Michael Kohl, commenceront officiellement le 16 août prochain leurs négociations en vue de la conclusion d'un « traité fondamental ». Cette rencontre sera la cinquième depuis l'ouverture de leurs entretiens, le 26 novembre 1970. Elle marquera le début de la troisième étape — sans doute la plus importante — sur la voie de la normalisation des relations interallemandes.

Il ne s'agit plus, en effet, pour les deux Républiques, comme c'était le cas jusqu'en décembre 1971, de négocier en marge des conversations quadripartites sur Berlin et sous l'œil attentif des anciens vainqueurs du III^e Reich des arrangements destinés à compléter les accords conclus par ces derniers. Il ne s'agit plus de signer des textes qui, comme l'accord du mois de mai dernier sur la circulation ont amélioré la situation à l'intérieur de l'Allemagne divisée, mais n'en sont pas moins de portée limitée. La tâche de MM. Bahr et Kohl est maintenant de définir la nature des relations que la R.F.A. et la R.D.A. devront entretenir à l'avenir et de poser les bases d'un « modus vivendi » durable. Une fois réalisé cet objectif, aucun obstacle important ne s'opposera plus à l'entrée des deux Etats aux Nations unies.

Cherchant par tous les moyens une revalorisation de son statut international, la R.D.A. avait tenté ces derniers temps d'inverser les rôles, comme l'a montré la rencontre, le 1^{er} juillet dernier, entre MM. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et Otto Winzer, ministre des affaires étrangères de Berlin-Est. L'ouverture de négociations, à la fin de juillet, entre Berlin-Est et Helsinki relevait de la même tactique. Cependant, les dirigeants est-allemands paraissent s'être rendu compte assez vite, peut-être sur les conseils de Moscou, que de telles tentatives étaient à courte vue et que le meilleur moyen d'obtenir la reconnaissance internationale était encore de chercher à s'entendre avec Bonn.

La négociation que vont engager maintenant MM. Bahr et Kohl risque toutefois d'être ardue, et il n'est pas de tout certain qu'elle puisse aboutir avant les élections en Allemagne fédérale, qui auront lieu sans doute le 3 décembre. La République fédérale souhaite en effet que le traité fondamental mentionne l'« unité de la nation allemande », fasse référence aux droits et responsabilités des quatre sur l'« ensemble de l'Allemagne » et ouvre la voie à l'échange entre Bonn et Berlin-Est non pas d'ambassadeurs, mais de plénipotentiaires (Bevollmächtigten).

Or, pour la R.D.A., l'unité de la nation allemande est une « fiction », ainsi que l'a affirmé encore le 19 juin dernier M. Erich Honecker. M. Kohl objectera sans doute très énergiquement à tout ce qui pourrait introduire l'idée de « relations particulières » entre les deux Etats et verrait limiter leur indépendance et leur souveraineté. Mais comment les dirigeants de Berlin-Est pourraient-ils s'opposer à ce que fut mentionnée dans le traité avec Bonn, la première phrase de leur Constitution, qui désigne la R.F.A. comme « un Etat socialiste de la nation allemande » ? Comment pourraient-ils d'autre part passer sous silence les droits des quatre, dont l'U.R.S.S. a accepté qu'ils soient évoqués dans l'accord de Berlin ?

Les dirigeants soviétiques paraissent en tout cas bien avoir demandé à leurs alliés, lors de la récente conférence de Crimée, davantage de souplesse. Préoccupés de l'esprit nationaliste d'un certain nombre de membres de l'opposition chrétienne-démocrate et irrités du récent voyage à Pékin de l'ancien ministre Gerhard Schroeder, ils souhaitent visiblement le maintien à la chancellerie, après les prochaines élections, de M. Brandt, dont ils ont pu apprécier depuis bientôt trois ans la bonne volonté.

(Lire nos informations page 4.)

MENACÉE D'UNE MAUVAISE RÉCOLTE

L'U.R.S.S. pourrait prochainement importer 10 millions de tonnes de blé des États-Unis

Les achats atteindraient dès cette année 1 milliard de dollars

Selon le secrétaire adjoint du département américain de l'agriculture, M. Brunthaver, l'U.R.S.S. pourrait prochainement acheter quelque 10 millions de tonnes de blé aux États-Unis. Moscou avait déjà signé le 8 juillet dernier un contrat prévoyant l'importation de 5 millions de tonnes de blé américain en trois ans : les ventes devaient porter sur 200 millions de dollars (1 milliard de francs) dès cette année. Selon le « New York Times », ce chiffre serait largement dépassé et atteindrait la somme de 1 milliard de dollars. M. Brunthaver a en tout cas précisé qu'une demande de blé « considérable » avait été enregistrée récemment sur le marché, provenant vraisemblablement de compagnies privées qui agiraient pour le compte de l'U.R.S.S.

Ces informations coïncident avec les pronostics pessimistes avancés à Moscou à propos de la récolte 1972 qui préoccupe gravement les autorités. M. Brejnev a présidé mercredi 9 août, au comité central du parti, une réunion des dirigeants consacrée à l'examen de ce problème.

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev a interrompu ses vacances en Crimée pour présider mardi 8 août, au siège du Comité central à Moscou, une conférence sur l'agriculture à laquelle ont participé le Politburo au complet, les secrétaires du comité central, les vice-présidents du conseil des ministres, les ministres de l'U.R.S.S. et de la Fédération de Russie, les hauts fonctionnaires de l'appareil du parti, ainsi que les principaux responsables des journaux centraux. A l'ordre du jour de cette réunion : le déroulement de la moisson, l'achat par l'Etat des produits agricoles, les travaux pour l'amélioration des terres et le développement de l'industrie alimentaire.

Les conférences spécialisées à un niveau élevé sur l'agriculture sont relativement fréquentes, sans compter les réunions plénières du comité central. La dernière en date, convoquée au mois de février, avait réuni les premiers secrétaires et les présidents du conseil des républiques fédérées, de même qu'un certain nombre de dirigeants soviétiques, dont M. Brejnev, qui semble décidément avoir la haute main sur le dossier agricole.

Priorité à la récolte

Il est encore trop tôt, certes, pour prévoir ce que sera la production de céréales cette année, les premières estimations officielles ne devant être fournies qu'au début de l'hiver. Mais, d'après les précisions concordantes sur les conditions climatiques défavorables, le chiffre des importations de céréales (5,5 millions de tonnes achetées au Canada, au moins 5 millions de tonnes aux États-Unis et 1 million de tonnes à la France), les indications glanées dans la presse, on peut penser que ce sont essentiellement les préoccupations relatives à la récolte qui ont motivé la réunion des dirigeants alors que la moisson bat son plein en U.R.S.S. Un éditorial de la Pravda, publié le jour même de la conférence sur l'agriculture, proclamait : « Il n'y a rien de plus important actuellement que de rassembler la récolte de la deuxième année du plan quinquen-

nal rapidement et sans pertes, de donner au pays davantage de grains et d'autres produits. » C'est une constatation de l'ordre des priorités à l'heure actuelle, mais aussi un appel pour éviter les pertes considérables de grains qui accompagnent à chaque fois la récolte en U.R.S.S. du fait de la négligence et de l'imprévoyance. Les Izvestia, prenant l'exemple de la Sibirie, évoquent en particulier les défaillances dans le séchage du grain. En résultat de quoi « une partie du blé est gâchée, il reste trop longtemps dans les aires... » Un lecteur indigné des Izvestia raconte que lorsqu'il prend le train pour aller à Sverdlovsk, il voit à chaque fois du grain répandu sur la voie ferrée. « C'est démoralisant », écrit ce lecteur ; des gens travaillent, se donnent de la peine pour qu'aucun épi ne se perde, alors que d'autres en dispersent des tonnes. » (Interim.)

(Lire la suite page 18, 1^{re} col.)

CONTRAIREMENT A L'ÉGYPTE

La Syrie ne demandera pas le rappel des « conseillers » militaires soviétiques

annonce le président Assad

Près de trois semaines après la décision du président Sadate d'expulser les « conseillers » militaires soviétiques d'Egypte, le gouvernement de Damas a officiellement annoncé, le mercredi 9 août, qu'il ne suivrait pas l'exemple du Caire dans ce domaine.

Dans une déclaration faite au journal libanais *Al Anouar* (pro-égyptien), le chef de l'Etat syrien, le général Hafez El Assad, a affirmé que la décision du président Sadate de mettre fin à la mission des conseillers soviétiques en Egypte était une « affaire strictement intérieure ». « Pour notre part, a-t-il ajouté, nous estimons que l'intérêt du peuple syrien est de continuer à bénéficier du concours des experts russes. Ils poursuivront leur mission conformément aux accords passés entre nos deux pays. »

Le chef de l'Etat syrien a révélé en outre que, lors de son voyage à Moscou, au début de juillet, il avait conclu des accords militaires et politiques avec l'U.R.S.S. prévoyant notamment la fourniture d'armes perfectionnées. Il a cependant exprimé l'espoir que l'U.R.S.S. répondra aux demandes syriennes d'armement « d'une manière plus efficace ». Le général Hafez El Assad a écarté l'éventualité d'une pression de la part de ses partenaires égyptiens et libyens de l'Union des Républiques arabes en vue d'amener la Syrie à modifier sa politique de collaboration avec les experts soviétiques. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, à discuter de toute objection qui serait soulevée dans ce sens au sein du Conseil présidentiel fédéral. Mais je peux vous assurer que la question des experts russes en Syrie ne fera pas l'objet d'un débat. »

Notre correspondant à Beyrouth nous câble à ce propos que la Syrie, qui n'a pas éprouvé le besoin, contrairement à l'Egypte et à l'Irak, de se lier par un traité d'amitié avec l'Union soviétique,

ne craint pas la mainmise d'une superpuissance qui, en tout état de cause, n'a jamais été fortement implantée dans le pays. La Syrie compte, en tout, un millier de ressortissants soviétiques, dont la moitié sont des experts militaires en missiles et en aéronautique, et les autres des ingénieurs et des contremaîtres civils, opérant notamment sur les chantiers du barrage de Tabka, sur l'Euphrate.

Un certain désengagement depuis 1970

On précise d'ailleurs, dans l'entourage du président Assad, qu'un certain désengagement soviétique en Syrie avait commencé, en fait, dès novembre 1970, avec l'arrivée au pouvoir de l'équipe actuelle, favorable à une ouverture politique en direction des partis progressistes, qui a permis l'entrée de deux communistes au gouvernement. M. Youssef Faycal, ministre d'Etat, et M. Omar Sebail, ministre des communications.

La réconciliation qui vient d'intervenir à Moscou entre les deux factions rivales du P.C. syrien, conduites respectivement par MM. Khaled Bagdache et Daniel Nehmé, ajoute Edouard Saab, ne semble pas, par ailleurs, inquiéter outre mesure les dirigeants syriens. Ces derniers estiment qu'il ne s'agit là que d'une mesure interne au parti, qui était pratiquement scindé en deux depuis mai 1971, lorsqu'une majorité des membres du bureau politique avait critiqué le « comportement dictatorial » du secrétaire général M. Khaled Bagdache.

Le programme commun de la gauche

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat du parti socialiste, a exposé et défendu dans « Le Monde » du 25 juillet les chapitres économiques du programme commun de la gauche.

Ces chapitres s'inscrivent dans un ensemble de réformes, sinon de bouleversements qui, en chan-

geant les facteurs généraux de la politique française, rendent délicate la prévision des effets économiques du programme.

En deux articles, Paul Fabra examine de façon critique les grandes lignes et les conséquences de cette conception. Le débat est ouvert.

I. — Au-delà de la règle à calcul

Par PAUL FABRA

encore plus, ou devrait l'être encore plus, par un certain nombre d'idées directrices. Si ces idées sont mutuellement compatibles, si elles sont de nature à faire avancer la société vers le but qu'on lui assigne, on peut faire confiance aux techniciens de la monnaie, du budget, de la fiscalité, pour trouver, au fur et à mesure que se déroulera l'expérience, les ajustements nécessaires. Et dans un pays où la fonction publique est, en grande partie, restée orientée à gauche par le cœur et par l'esprit, les concours d'intelligence et de bonne volonté ne devraient pas manquer à un gouvernement « issu d'un large courant populaire ».

Mais si, au contraire, ces conditions de cohérence — maître-mot de nos planificateurs depuis une vingtaine d'années, et qu'on retrouve souvent sous la plume des auteurs du programme commun — ne sont pas réalisées, alors il est à peu près certain que l'expérience française d'un gouvernement socialiste-communiste ressemblera plus *mutatis mutandis* à celle que connaît le Chili qu'à celle dont rêvent les partisans du programme commun. En d'autres termes, un programme vaut plus encore par la méthode qu'il préconise pour atteindre les objectifs assignés que par ces objectifs eux-mêmes. De quelque parti qu'ils émanent, ceux-ci sont toujours, on le sait, étonnamment ambitieux et nombreux. Jugé sur ce critère, le programme socialiste-communiste pose bien des questions, et notamment celle-ci : M. Alfred Sauvy n'avait-il pas raison, dans un remarquable article paru dans le *Journal de Genève* du 23 juin, de souligner les dangers de la « rhétorique réformiste » de l'opposition, la cause en étant, selon lui, « l'ignorance économique profonde de la grande majorité des Français, et particulièrement des esprits avancés » ?

L'expérience du Chili

Si demain l'exécution du programme de la gauche se soldait par une ou plusieurs dévaluations, mais si l'ouvrier la voie à une société plus juste, s'il établissait, comme le soutient M. Jean-Pierre Chevènement dans un article récent (*Le Monde* du 25 juillet 1972), une « nouvelle logique de la croissance » (l'expression se trouve dans le programme, dans sa deuxième partie, chapitre II, sur la politique monétaire et financière), qui oserait, de bonne foi, reprocher au nouveau gouvernement d'avoir momentanément rompu les équilibres — du reste actuellement très imparfaitement réalisés, sauf en ce qui concerne la balance des paiements avec l'extérieur — pour en instaurer un autre moins illusoire ?

En définitive, l'action politique, si elle est guidée par des chiffres, l'est

encore plus, ou devrait l'être encore plus, par un certain nombre d'idées directrices. Si ces idées sont mutuellement compatibles, si elles sont de nature à faire avancer la société vers le but qu'on lui assigne, on peut faire confiance aux techniciens de la monnaie, du budget, de la fiscalité, pour trouver, au fur et à mesure que se déroulera l'expérience, les ajustements nécessaires. Et dans un pays où la fonction publique est, en grande partie, restée orientée à gauche par le cœur et par l'esprit, les concours d'intelligence et de bonne volonté ne devraient pas manquer à un gouvernement « issu d'un large courant populaire ».

Mais si, au contraire, ces conditions de cohérence — maître-mot de nos planificateurs depuis une vingtaine d'années, et qu'on retrouve souvent sous la plume des auteurs du programme commun — ne sont pas réalisées, alors il est à peu près certain que l'expérience française d'un gouvernement socialiste-communiste ressemblera plus *mutatis mutandis* à celle que connaît le Chili qu'à celle dont rêvent les partisans du programme commun. En d'autres termes, un programme vaut plus encore par la méthode qu'il préconise pour atteindre les objectifs assignés que par ces objectifs eux-mêmes. De quelque parti qu'ils émanent, ceux-ci sont toujours, on le sait, étonnamment ambitieux et nombreux. Jugé sur ce critère, le programme socialiste-communiste pose bien des questions, et notamment celle-ci : M. Alfred Sauvy n'avait-il pas raison, dans un remarquable article paru dans le *Journal de Genève* du 23 juin, de souligner les dangers de la « rhétorique réformiste » de l'opposition, la cause en étant, selon lui, « l'ignorance économique profonde de la grande majorité des Français, et particulièrement des esprits avancés » ?

En résumé, Lesieur-Sodeva avait besoin d'un concours financier et les coopératives de l'expérience en marketing du groupe huillier. Un rapprochement ne pouvait qu'apparaître souhaitable aux deux camps.

Un accord d'un type nouveau

Des coopératives agricoles prennent une forte participation au groupe Lesieur

Un accord très original se serait bientôt conclu entre Lesieur, deuxième société privée de l'alimentation, et un « pool » de coopératives agricoles. Celui-ci, par un apport en capital, prendrait la minorité de blocage dans Lesieur-Sodeva, filiale aliments du bétail-avi-culture du groupe huillier. Cet accord marquerait un tournant : pour la première fois — du moins à cette échelle — des coopératives et une société privée, mettant fin à la guerre de religion qui les opposent, s'entendraient pour assurer en commun et sur un pied d'égalité le développement d'une importante affaire. Leur accord pourrait aussi servir de schéma à la réalisation, toujours différée, d'une industrie française de la viande, qui soit de taille à lutter avec ses rivaux néerlandaise, italienne et demain anglaise et danoise.

De bonnes raisons de s'entendre

Les futurs partenaires ont chacun, il est vrai, de bonnes raisons de s'entendre. Lesieur, assuré de sa place de chef de file dans le secteur des huiles, a mené depuis plusieurs années des tentatives plus ou moins heureuses de diversification, notamment dans l'alimentation animale et l'abattage des volailles. Mais le groupe huillier devait vite connaître des difficultés dans ce secteur particulier. A peine avait-il construit en 1970 une nouvelle usine de fabrication d'aliments du bétail à Neubourg (Normandie) qu'il devait la revendre, faute de débouchés pour sa production. De même vient-il de céder cette année l'autre importante usine qu'il possédait à Valenciennes.

Ces ventes ont assaini de façon radicale la situation financière de la filiale Lesieur-Sodeva, qui se classe au cinquième rang national des firmes de l'alimentation animale. Lesieur-Sodeva poursuit donc sans problème ses activités, grâce aux usines d'aliments et aux abattoirs de taille moyenne qu'elle a acquis notamment à Die et à Crest (Drôme), à Feurs (Loire), à Rennes et à Moulins. Toutefois, elle ne dispose plus des moyens nécessaires pour mener une politique hardie de développement. Aussi est-ce pour les acquérir qu'elle s'est tournée vers un « pool » de coopératives agricoles, spécialisées, elles aussi, dans l'aviculture et l'alimentation animale.

Quel est en l'affaire l'intérêt des coopératives ? Elles-mêmes traversent des difficultés : l'aviculture est l'un des secteurs les plus périlleux de l'agriculture. Dès l'entrée en vigueur du Marché commun, les exportateurs néerlandais ont « cassé » les prix des œufs et des volailles ; de surcroît, première activité agricole à être quasiment industrialisée, la production avicole a, en France même, subi un développement étonnant, ce qui a accru, par excès de l'offre, le marasme des marchés. Divisés, dans l'incapacité de s'organiser, les aviculteurs français et leurs coopératives n'ont jamais vraiment trouvé de solution à cette crise. En particulier, il ne s'est constitué aucun groupe coopératif de taille à tenter une réorganisation des marchés avicoles par une politique astucieuse de marques.

Lesieur-Sodeva, au contraire, a acquis une précieuse avance dans ce domaine. Depuis le début de l'année, par l'intermédiaire d'un G.I.E. (Groupement d'intérêt économique), la filiale du groupe huillier a lancé à grand tapage — et en utilisant le prestige du bon roi Henri IV — une marque nationale pour la vente des poulets (*Le Monde* du 22 décembre 1971). La tentative aurait, dit-on, donné des résultats encourageants. Dès lors, l'intérêt des coopératives avicoles devenait de s'associer à cette opération satisfaisante, d'autant que leurs divisions les empêchent de mener elles-mêmes dans l'immédiat une campagne de cette envergure.

En résumé, Lesieur-Sodeva avait besoin d'un concours financier et les coopératives de l'expérience en marketing du groupe huillier. Un rapprochement ne pouvait qu'apparaître souhaitable aux deux camps.

P.-M. DOUTRELANT.

(Lire la suite page 18, 3^e col.)

AU JOUR LE JOUR

Les deux disciples

Pour M. Malraux, de Gaulle a fini par détruire l'échec comme une terre promise où l'ingratitude lui a servi de pain et de sel.

Pour M. Jeanneney, le général voulait le succès et, même en 68, les événements ont toujours confirmé ses projets.

Ces disciples ont raison tous les deux.

L'échec ne pouvait pas être gaullois puisque le gaullois du général croyait être la vérité de l'histoire.

Mais la vérité de l'histoire n'appartenait en propre à personne, celui qui croit la détenir se condamne à échouer.

Et il s'imagina alors être victime des ingrats quand il est lui-même son bourreau.

ROBERT DE MONTVALON.

Le programme commun de la gauche

(Suite de la première page.)

Non seulement le programme semble s'écarter sur plusieurs points essentiels du raisonnement économique, mais il semble également récuser l'expérience constante de l'histoire économique contemporaine.

C'est ainsi qu'il professe que « la stabilité des prix sera un objectif permanent ». Donnons-lui acte de cette louable intention, mais ce qu'il importe de savoir c'est comment elle sera traduite dans les faits. Une première constatation est propre à nous mettre quelque peu en méfiance. Juste après avoir affirmé son souci de la stabilité, le programme commun annonce que le gouvernement de la gauche instituera une échelle mobile pour garantir le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des pensions, des traitements, des allocations familiales. A quel bon cette indexation généralisée si les prix ne doivent pas ou ne doivent guère bouger ? Simple garantie d'honnêteté donnée aux électeurs pour le cas où l'exécution des promesses électorales accélérerait une inflation non prévue au programme ?

La question mérite d'autant plus d'être posée que le programme, comme chacun sait, prévoit une forte augmentation des charges pesant sur les entreprises, du fait, notamment, du relèvement des bas salaires, de l'augmentation de la contribution patronale au financement de la Sécurité sociale, de l'élévation du taux de l'impôt sur les sociétés, de la prise en charge des cartes de transports collectifs, etc.

Une seule réponse : le contrôle

Dans le passé, une soudaine aggravation des charges de ce genre a toujours été accompagnée d'une forte hausse des prix, faute de quoi, du reste, un grand nombre d'entreprises marginales se seraient trouvées dans l'obligation de fermer leurs portes ou bien de débaucher une partie de leur personnel. A supposer donc que le même phénomène se reproduise, on peut penser que le gouvernement de gauche cherchera une fois la période d'adaptation passée, à rétablir la stabilité. Comment compte-t-il y parvenir ? C'est là que la solution proposée est discutée. Elle pousse en quelque sorte jusqu'à l'absurde la confiance que M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même semble avoir longtemps placée dans les contrats de programme et autres formes d'interventions administratives qui se sont pourtant toujours révélées inopérantes aussi longtemps que l'inflation est alimentée par une constante création monétaire.

Le programme de la gauche a donc une réponse : le renforcement du contrôle, et c'est ce que M. Jean-Pierre Chevènement, dans l'article cité, exprime de la façon la plus claire et la plus risquée, puisqu'il n'hésite pas à affirmer : « La politique des prix de la gauche constitue en fait la novation essentielle et l'élément décisif de sa réussite économique. Une véritable politique industrielle, un contrôle efficace des prix et des revenus, l'intervention des travailleurs dans la stabilisation des prix, sont les moyens que la gauche seule peut mettre en œuvre pour maintenir les hausses de prix. » Le malheur est qu'aucun des remèdes proposés n'a jamais été, jusqu'à maintenant, suivi d'effet dans quelque pays que ce soit. Où est celui qui peut se vanter d'avoir réussi une politique des revenus ? Où est celui qui a pu, par le moyen des contrôles, venir à bout de la hausse des prix ?

« Là où est la propriété là est le pouvoir »

De même en ce qui concerne la fuite des capitaux que pourrait bien provoquer un gouvernement déterminé à supprimer l'avoir fiscal ainsi que les privilèges de la « rente Pinay » tout en majorant l'impôt sur les grosses successions. Pour éviter cet exode, le programme compte uniquement, là encore, sur un renforcement du contrôle des changes. Curieusement, les auteurs du programme ont souvent tendance à ne pas tenir compte eux-mêmes des nouvelles circonstances que

créerait leur arrivée au pouvoir. C'est ainsi qu'ils consacrent un ou deux paragraphes à la politique à l'égard des investissements étrangers, sans se demander si les capitaux américains ou autres viendraient encore se placer dans un pays qui aurait procédé à d'aussi larges nationalisations.

Le chapitre sur les nationalisations est celui qui a le plus impressionné. Notre propos n'est pas ici de s'attaquer à son principe car il procède, nous semble-t-il, d'un raisonnement parfaitement cohérent. On sait gré à M. François Mitterrand d'avoir écrit au nom du parti socialiste, dans le manifeste que celui-ci a publié au début de l'année sous le titre *Changer la vie*, cette évidence qui tranche avec tant de vagues discours : « Là où est la propriété, là est le pouvoir. » Si donc on veut retirer le pouvoir aux groupes capitalistes, le moyen le plus certain, en dernière analyse, est d'opérer un transfert de propriété. Mais ce qui paraît grave, ce n'est pas tant la liste pourtant assez longue des entreprises promises à la nationalisation que la menace continuelle d'extension du secteur public contenue dans le programme commun. On y lit en effet : « La progressivité des nationalisations serait liée au développement économique et aux exigences des masses dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement. » Quand on sait que le programme risque d'instaurer au sein des entreprises un régime de comité — sans grand contrepoids puisque, par exemple, le droit de licenciement serait quasiment retiré à la direction — on peut se demander si tel ou tel syndicat ne sera pas en mesure de faire réclamer par la majorité des travailleurs la nationalisation de sociétés de plus en plus nombreuses.

Cette insécurité ne serait guère propre à encourager les investissements. A cet égard, la politique préconisée par les partis socialistes et communistes montre à quel point un programme qui se veut avancé peut, dans certains domaines, proposer des solutions de régression. C'est ainsi que la Banque de France est invitée à exercer « un contrôle réel de la distribution du crédit en pratiquant une politique de sélectivité ». Quel retour en arrière ! Tous les progrès, du reste encore très impar-

faits, enregistrés depuis quelques années ont consisté à s'éloigner de la fausse solution que représente la sélectivité instaurée pendant la crise de 1930 puis confirmée sous le régime de Vichy. La mission de l'institut d'émission n'est pas d'examiner cas par cas tous les dossiers qui lui sont présentés, mais de régler les grands équilibres monétaires et de définir les grandes catégories et conditions de crédit. Si l'on cherche à expliquer pourquoi les régimes d'économie de marché se sont souvent révélés plus efficaces économiquement, à défaut de l'être toujours socialement, que la planification, on découvre qu'une des principales raisons réside en ceci que l'économie de marché, au lieu d'instituer un système sur mesure pour chacune des entreprises, les soumet toutes à une règle commune.

Les deux partis de gauche affirment leur désir de maintenir l'acquis essentiel du libre-échange, notamment au sein du Marché commun. Cela postule une certaine forme de politique agissant par des mesures de caractère global, politique contraire à la volonté du futur « pouvoir démocratique » de faire partout sentir sa main. Aussi la gauche risque-t-elle d'être condamnée ou bien à l'appliquer que partiellement ou progressivement son programme, ou bien à aller jusqu'au bout de la logique du contrôle en multipliant les interventions administratives. L'incertitude qui en résultera risque de provoquer, au moins dans un premier temps, une forte baisse d'activité.

Pour écarter ce risque et créer de nouveaux emplois, le programme commun compte sur une réduction de la durée hebdomadaire du travail qui peut, il est vrai, se justifier pour d'autres raisons. Mais on s'étonne de voir une fois de plus invoquée l'idée simpliste selon laquelle la quantité de travail à accomplir est une donnée fixée par avance qu'il s'agit de distribuer entre les travailleurs. La vie économique est dynamique, et c'est avant tout du développement de la production que l'on est en droit d'attendre celui de l'emploi.

PAUL FABRA.

Prochain article :

NOTRE MODÈLE DE CROISSANCE EST-IL CAPITALISTE ?

LES CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

● OISE : M. Eric Hintermann, membre du comité directeur du parti, secrétaire général administratif du groupe de l'Assemblée nationale, se présentera dans la première circonscription (Beauvais), dont le siège est détenu par M. Marcel Dassault (U.D.R.).

● VAR : dans la troisième circonscription (Toulon II, III, IV), M. Ferrie, professeur assistant à la faculté de Marseille, disputera son siège au général Pouyade, apparenté au groupe U.D.R. M. Etienne, professeur d'enseignement secondaire, a été désigné pour la quatrième circonscription (Toulon I et V, La Seyne), dont le siège est détenu par M. Marcel Bayle (U.D.R.).

● HAUTE-VIENNE : dans la première circonscription (Limoges est, nord et sud) où M. Regaudie, député socialiste sortant, président du conseil général, ne se représentera pas, le parti a désigné M. Georges Sarre, membre du secrétariat national, qui s'opposera notamment à Mme Hélène Constans professeur agrégé, candidat du P.C.

Dans la deuxième circonscription (Rochechouart, Saint-Junien), M. Desvalois, ancien secrétaire général du S.N.I., tentera de conquérir le siège que détient M. Jacques Boutard, apparenté au groupe P.D.M. Dans la troisième circonscription (Limoges ouest), M. Longueque, maire de Limoges, se représentera.

LE PARTI SOCIALISTE S'ASSOCIE A LA « LETTRE OUVERTE » CONDAMNANT LA POLITIQUE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Le parti socialiste signale qu'il s'est associé à la « lettre ouverte » adressée au chef de l'Etat pour protester contre la politique militaire nucléaire de la France. Rendant compte de cette initiative dans notre numéro du 8 août, nous avions souligné l'absence de ce parti parmi les signataires de cette lettre dans laquelle la politique nucléaire française était qualifiée de « criminelle ». Or, M. Robert Pontillon, secrétaire du P.S., chargé des relations internationales, nous demande de préciser que si la signature de son parti n'apparaît pas au bas du document qui nous a été communiqué, c'est à la suite d'un simple contretemps et « d'une erreur purement matérielle due aux perturbations propres à cette période de vacances ».

APRÈS L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ DE M. MESSMER

● M. BERNARD STASI (C.D.P.) : une impression de fermeté.

M. Bernard Stasi, député P.D.M. de la Marne, vice-président du Centre Démocratie et Progrès :

« Malgré les craintes que l'on pouvait avoir et malgré les vœux sans doute de certains, la politique contractuelle mise en œuvre par MM. Jacques Chaban-Delmas et Joseph Fontanet est maintenue et sera poursuivie. Malgré l'approche des élections, le projet de budget ne fera pas place à la démagogie et ne sacrifiera pas les équipements publics. Malgré les changements intervenus à l'O.R.T.F. et l'interprétation abusive qui en a été donnée par certains, l'information continuera d'être impartiale, et le premier ministre a particulièrement insisté à cet égard sur le droit des Français à une information complète. Enfin, il s'est montré soucieux de permettre au Parlement de jouer pleinement son rôle. »

« Le C.D.P. ne peut que se réjouir de ces affirmations. Il contribuera pour sa part à traduire ces orientations dans les faits. D'une façon générale, le premier ministre a donné une impression de fermeté qui ne peut qu'inspirer confiance aux Français et leur permettre d'attendre la rentrée avec sérénité. »

● LES C.D.R. : présence, action et gaullisme.

Les comités de défense de la République : « Se réservant d'annoncer à la rentrée, après qu'elles auront été définitivement mises au point, les mesures concrètes qui traduiront les grandes orientations du gouvernement, M. Pierre Messmer vient de présenter aux Français, dans un langage direct, simple et sans détours, leur nouveau premier ministre. »

« Les téléspectateurs auront d'ores et déjà retenu trois aspects de sa personnalité : »

« — La présence qui inspire la confiance ; »

« — L'action vers laquelle on le sent tendu ; »

« — Et le gaullisme dont il s'est toujours inspiré et dont il a fort opportunément rappelé, face aux éternels nostalgiques des régimes d'antan, sur quelles bases nouvelles il avait fondé les institutions de la V^e République. »

● M. JEAN-PAUL FASSEAU (U.J.P.) : le langage de la raison.

M. Jean-Paul Fasseau, président de l'Union des jeunes pour le progrès :

« Le premier ministre a exposé clairement et franchement les lignes directrices de son action en utilisant le langage de la raison. (...) En se plaçant à une certaine hauteur de vue, il a montré qu'il ne voulait pas faire de discours électoral. Mais l'U.J.P. considère que l'action du gouvernement doit, pour être crédible, recueillir l'assentiment de toutes les couches de la population, et particulièrement celui des jeunes. C'est pourquoi l'U.J.P. réaffirme son attachement à l'abaissement du droit de vote à dix-huit ans. »

● L'A.P.C.A. : les problèmes agricoles n'ont pas été abordés.

M. Louis Perrin, secrétaire général de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, souligne que l'entretien « n'a pas permis d'aborder au fond les problèmes agricoles » et souhaite que la réunion du 29 septembre « aboutisse à des décisions, notamment dans le domaine budgétaire, apportant ainsi des solutions positives. (...) »

● M. PELLETIER : la toute-puissance du président.

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne (Gauche démocratique), vice-président du Centre démocrate : « Nous ignorons toujours les raisons profondes qui ont motivé le départ de Jacques Chaban-Delmas. (...) »

« La toute-puissance du président de la République et l'effacement du Parlement sont confirmés sans ambiguïté. »

« Le quasi-silence de M. Messmer sur l'Europe tendrait à prouver que l'on revient à la conception nationale qui a prévalu de 1958 à 1969. (...) »

« Le premier ministre parle très justement du droit à une information complète et impartiale, mais les Français auront-ils droit à cette information, lorsqu'on sait qu'à l'O.R.T.F. le président-directeur général est choisi parmi les députés U.D.R. et que les directeurs et principaux responsables appartiennent pratiquement tous au même parti majoritaire ? »

● M. Pierre Messmer quittera Paris, samedi 12 août au matin, pour se rendre à Saint-Gildas-de-Rhuys (Morbihan), où il prendra quatre jours de repos dans sa maison familiale. Le premier ministre regagnera l'hôtel Matignon le mardi 15 août dans la soirée.

Libres opinions

LES ÉCHÉANCES

Par GEORGES BIDAULT (*)

EN sortant de l'hôtel Matignon, où il avait rencontré M. Messmer, M. Antoine Pinay s'est refusé à toute confiance quand les journalistes ont cherché à le faire parler. Je n'en sais pas plus que ce qu'on a pu trouver dans la presse, mais, instruit par le passé et par l'attitude constante en la matière du président Pinay, je suis fort assuré de ne pas me tromper en révélant la substance de ses propos.

M. Pinay a répété à M. Messmer ce qu'il a dit vainement à d'autres, les prédécesseurs de M. Messmer et le prédécesseur de M. Pompidou. Le gonflement ininterrompu des dépenses budgétaires entraîne un accroissement désormais intolérable des charges fiscales imposées à la nation. Les impôts directs frappent lourdement l'ensemble des salariés du secteur public ou du secteur privé, les cadres étant de plus en plus privilégiés quant au poids à porter.

Dans le secteur privé, l'accroissement du volume des taxes se traduit par le découragement de l'esprit d'entreprise et la diminution des investissements productifs. On peut toujours parler d'expansion et s'efforcer d'y parvenir par divers expédients. Les prélèvements, dont les bénéfices industriels et commerciaux sont périodiquement l'objet, contrairement ou détruisent les facultés d'auto-financement et, comme la Bourse se débarrasse mal d'une morosité qu'entretient la situation générale des monnaies, il ne reste à peu près rien pour alimenter normalement l'expansion par l'augmentation ou l'amélioration des moyens de produire.

On ne peut pas tout faire à la fois. M. Edgar Faure est à l'origine du « boom » des crédits de l'éducation nationale. Malgré un accroissement considérable des dépenses de ce secteur, personne n'est content. Tout le monde en réclame davantage. Encore si cet immense effort s'était traduit par des résultats proportionnés à son importance, il n'y aurait rien à dire et pourrions-nous même nous féliciter des progrès accomplis à coup d'argent dans le domaine de l'éducation, comme on dit, ou de l'instruction comme on devrait recommencer à dire (car c'est l'éducation qui manque le plus). Mais on sait assez qu'à ces dépenses massives n'a correspondu aucun progrès véritable et que nous payons maintenant plus cher un enseignement en complète décadence. Pour peu que, selon toute probabilité, les talents de M. Edgar Faure, transférés dans un super-ministère des affaires sociales, se traduisent en ce nouveau domaine par des résultats analogues — je n'aperçois aucune raison d'en douter, — c'est un autre paquet de milliards de francs lourds qui va s'inscrire dans la colonne des dépenses, alors que dans celle de l'actif il n'y a guère à attendre autre chose qu'un rendement d'effervescence.

Comme la rupture gaullienne avec l'OTAN nous prive des moyens de défense, principalement américains, qui ont concouru et devraient continuer à concourir à la sécurité de l'Occident et à la nôtre, nous persévérons dans la constitution d'une force de dissuasion, témoignage de notre indépendance et de notre souveraineté. Cela se traduit par l'impopularité que nous vouons les nations riveraines du Pacifique et le tiers-monde en général. Cette force de dissuasion coûte très cher, surtout si on tient compte de la cruelle dérision qu'elle engendre partout ; elle ne fait peur qu'à ceux qui ne nous menacent pas.

Le général de Gaulle a répété tant de fois que nous étions dans le « peloton de tête », riches comme Crésus, garantis par notre or contre toute vicissitudes, que la dévaluation a été pour beaucoup de gens une pénible surprise. Nous avons dû apprendre que nous étions pauvres et que les prétentions mensongères à la grandeur solitaire avaient achevé de ruiner une « intendance » qui ne suivait plus et qui est restée embourbée.

Les préparatifs du débat budgétaire se poursuivent et continueront pendant tout le mois d'août, attendu qu'on ne pourra fixer le chiffre des recettes qu'après qu'on aura pu faire l'addition des dépenses, dont, dans le secteur social, l'établissement est tout juste commencé. C'est à peu près ainsi qu'on procédait à la fin du dix-huitième siècle, du temps de MM. de Calonne et de Loménie de Brienne. On sait comment cela a fini.

Les évaluations donnent pour le moment des prévisions de 20 milliards de francs lourds d'augmentation budgétaire et donnent des recettes à prévoir de l'ordre de 200 milliards lourds (car les plans sur la comète qui font espérer que les plus-values d'impôts déjà existants suffiront à faire un tel bond en avant sans sacrifice supplémentaire ont toutes les chances d'être une simple illusion). Ce qui n'est pas une illusion, c'est qu'un pareil budget contribuera nécessairement à aggraver les facteurs d'inflation avec les répercussions inévitables sur les prix. Nul doute que l'augmentation des prix n'ait été également à l'ordre du jour de la conversation de MM. Pinay et Messmer à Matignon. Mais abattre à la hache un taillis de dépenses enchevêtrées est une opération qui demande un gouvernement courageux et une Assemblée qui ne soit pas affolée à l'approche des élections par la démangeaison des promesses à tous vents.

Le total budgétaire infligé à la nation atteindra donc 200 milliards de francs lourds. Il est urgent de décider une pause et de revenir à des principes et à des pratiques budgétaires sensés. La chose est d'autant plus nécessaire et d'autant plus logique qu'on commence à discuter un peu partout des limites qu'il importerait d'imposer à l'expansion, non seulement si l'on veut accroître la « qualité de la vie », mais aussi si l'on ne veut pas faire de ce slogan une amère dérision. Car ce n'est pas seulement la qualité de la vie qui est en cause, c'est la vie elle-même. En certains pays de l'Asie des moussons ou du Nord-Ouest européen, l'exubérance de la vie dans son aspect humain peut être considérée comme contradictoire avec la survie de l'ensemble. Ce n'est pas le cas de la France, qui est le pays dont la densité de population est la plus faible et où il y a encore des espaces vides, ou insuffisamment exploités.

La qualité de la vie, la lutte contre la pollution, n'exigent pas la stagnation en France, ni celle de la démographie, ni, en général, aucune autre. Ceux qui parlent de la sorte, même tel évêque plus doué pour la politique que pour la « pastorale », se trompent et parlent de ce qu'ils ignorent. La clé de toute prospérité et de tout assainissement s'appelle, maintenant surtout, discipline et autorité. Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'apercevoir que jamais ces deux valeurs essentielles de la survie et de la grandeur des peuples n'ont été plus ignorées, plus bafouées qu'en notre temps. Chaque année qui passe aggrave le mal en notre pays, et les pouvoirs publics n'opposent jamais au mal qui rôde que des slogans qui ne peuvent masquer leur complicité.

L'échéance budgétaire est liée à l'échéance électorale. Personne ne peut dire si les élections législatives seront avancées ou maintenues à leur date normale. M. Paul Dehème, interprétant un propos du nouveau porte-parole du gouvernement, M. Lecat, est enclin à croire que ces élections seraient peut-être retardées. L'audace serait grande. Mais l'essentiel est d'opposer à la majorité sortante et au parti communiste avec ses alliés une force dont l'union, l'absence de sectarisme au combat, rendent le succès crédible. Jusqu'à présent, comme sœur Anne, je ne vois rien venir.

(*) Ancien président du conseil, président du Mouvement pour la justice et la liberté.

avant de partir pour l'étranger...

EUROP-ASSISTANCE

banques
assureurs
agences de voyages

GS DS

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.



Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.

3 bis rue Scheffer Paris 16° 553.28.51